

Faire des sacrifices

AAA

On vit au dessus de nos moyens

On a trop dépensé

Agence de notation



TVA sociale

Rassurer les marchés

Nous sommes en faillite

Il y a des alternatives! Audit citoyen de la dette

« il faut rembourser la dette », nous répète t on matin et soir. « On n'a pas le choix, il faut rassurer les marchés financiers, sauver la bonne réputation de la France, se plier aux exigences des agences de notation ».

Nous refusons ces discours culpabilisateurs. Nous ne voulons pas assister en spectateurs à la remise en cause de tout ce qui rendait encore vivables nos sociétés, en France et en Europe. Avons nous trop dépensé pour l'école et la santé, ou bien les cadeaux fiscaux et sociaux depuis 20 ans ont ils asséché les budgets ?

Cette dette a t elle été toute entière contractée dans l'intérêt général, ou bien peut elle être considérée en partie comme illégitime ?

Conférence / débat

Avec

Aurélie Trouvé, Coprésidente d'Attac France

Pascal Franchet, Vice-président du CADTM France

Mardi 28 février

**20h, Salle de la manufacture, 10 Boulevard Stalingrad
Nantes**

La dette publique : nouveau champ spéculatif des marchés financiers

Après la spéculation sur l'immobilier américain, sur les produits alimentaires mondiaux, le pétrole ou les matières premières, aujourd'hui, ils s'attaquent aux ressources publiques des états, réussissant la prouesse de transformer leur crise en une crise de la dette publique.

« Nous vivons au dessus de nos moyens », la rengaine que nous assènent nos gouvernants et les grands médias ne correspond à aucune réalité : la part des dépenses publiques dans les richesses créées dans notre pays n'a pas augmentée depuis 20ans.

Chacun en mesure tous les jours les conséquences à travers le recul de la protection sociale, du service public et de l'accroissement du chômage et de la pauvreté.

Les peuples n'ont aucune responsabilité dans cette crise délibérément entretenue par les détenteurs du capital financier. Nous refusons le discours culpabilisateur et mensonger asséné par nos gouvernements pour rassurer les marchés avec des plans d'austérité qui enfoncent nos économies dans la récession.

Des solutions existent : désarmons la finance !

Il faut exiger :

- Que le BCE prête directement aux états et annule la part illégitime de leurs dettes sur la base d'audits citoyens.
- Une réforme fiscale réduisant les écarts de revenus et de patrimoine, et établissant une juste contribution des hauts revenus et des dividendes.
- La suppression des niches fiscales et une lutte efficace contre la fraude et l'évasion fiscale.
- La mise en place d'une taxation des transactions financières
- La séparation des banques d'affaires et des banques de dépôt.
- La constitution d'un pôle public bancaire, dégagé du pouvoir des actionnaires privés, et rétablissant la monnaie et le crédit comme biens publics au service de la solidarité et des investissements nécessaires à une relance économique et une reconversion écologique créatrices d'emplois.
- La suppression des paradis fiscaux.

Pour faire entendre la voix des peuples, nous exigeons d'en débattre sur la place publique!

Dans nos villes, nos quartiers, nos villages, nos lieux de travail, nous vous appelons à participer à cet audit citoyen de la dette publique. Avec les organisations qui soutiennent cette démarche et tous ceux qui veulent nous rejoindre, nous nous engageons à faire vivre ce débat. Seule la mobilisation du plus grand nombre, peut nous permettre de nous faire entendre auprès des décideurs (gouvernements, patronat, élus).

Reprenons en main nos affaires et notre rôle de citoyen, pour délibérer ensemble de notre avenir.

Collectif local pour un audit de la dette : Attac, Ligue des Droits de l'Homme, FSU, CGT, Union syndicale Solidaires, Les Alternatifs, Europe-Écologie Les Verts, Nouveau Parti Anticapitaliste, Parti Communiste Français, Parti de Gauche, Parti Socialiste

Associations et organisations syndicales signataires de l'appel national : Act Up-Paris, Agir ensemble contre le chômage (AC!), AITEC, Amis de la Terre, Attac France, CADTM, CEDETIM, Collectif National pour les Droits des Femmes, Collectif Richesse, Confédération CGT, Convergence Service Public, Coopérative DHR, Economistes Atterrés, Emmaüs International, Fakir, Fédération Syndicale Unitaire, Finances CGT, Fondation Copernic, Indecosa-CGT, L'Appel des Appels, Ligue des Droits de l'Homme, Marches Européennes, Mouvement Utopia, Réseau Education Populaire, Résistance Sociale, SNESUP, Sud BPCE, Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, Union syndicale Solidaires

Organisations politiques qui soutiennent l'appel national : Alliance Écologiste Indépendante, Alternatifs, Association Nationale des Élus Communistes et Républicains, Démocratie et Socialisme, Europe Ecologie Les Verts, FASE, Gauche Unitaire, M'PEP, NPA, Parti Communiste Français, Parti de Gauche, Parti pour la décroissance, PCOF

La dette publique : résultat de 30 ans de politiques néolibérales

En abandonnant aux banques privées depuis 1973 en France et depuis le traité de Maastricht en Europe, la maîtrise du crédit, les États se sont contraints à se financer à des taux d'intérêt élevés sur les marchés financiers plutôt que de pouvoir emprunter à des taux très faibles aux banques centrales et à la BCE. Sans les charges d'intérêt accumulées fixées par ces marchés, aucun état européen n'aurait de dette insupportable aujourd'hui. En France, les intérêts versés aux opérateurs financiers représentent 50 milliards d'euros chaque année sur le budget de l'état, soit presque l'équivalent du budget de l'éducation nationale. La seconde grande cause de la dette provient directement des cadeaux fiscaux et sociaux consentis aux riches et aux grandes entreprises. Fraudes et Niches fiscales, impôt allégé pour les plus riches, exonérations patronales de charges sociales, part croissante de la valeur ajoutée au profit des actionnaires et au détriment des revenus du travail ont réduit considérablement les recettes de l'état. Ces recettes perdues pourraient couvrir aujourd'hui totalement le déficit budgétaire et celui de la sécurité sociale.

